

premier ministre le comte Clément de Metternich; après la démission de Stadion, il lui confia les affaires étrangères. Metternich, comme tant d'autres, était d'une maison étrangère à la véritable Autriche : elle tirait son nom du village de Metternich dans les provinces rhénanes. Une branche de la famille s'était établie en Bohême en 1630, à l'époque où ce pays était devenu le rendez-vous et la proie de la noblesse germanique. Le père de Clément Metternich avait été ministre autrichien près des cours électORALES du Rhin. Son fils, né en 1773, avait épousé une petite fille de Kaunitz et était de bonne heure entré dans la diplomatie. Depuis la paix de Presbourg, il avait représenté l'Autriche à Paris. Il avait préparé la campagne de 1809. Malgré son insuccès, l'empereur estima qu'il fallait donner la direction des affaires à l'homme qui connaissait le mieux Napoléon.

Ce fut Metternich qui négocia l'union de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise. Il voyait dans ce mariage le meilleur moyen d'assurer à l'Autriche l'alliance du puissant ennemi. François II dut consentir à donner sa fille au César parvenu, à celui qui l'appelait dans sa correspondance : « Ce squelette de François II que le mérite de ses ancêtres a placé sur le trône. » L'opinion publique accueillit avec douleur cette humiliation. Un empereur d'Autriche prenant pour gendre l'héritier couronné de cette révolution qui avait décapité Marie-Antoinette ! Le soir du mariage par procuration — où le plébéien Berthier avait représenté Napoléon, — on joua à la cour de Vienne le Sacrifice d'Iphigénie ; les courtisans ne purent s'empêcher de comparer leur souverain au barbare Agamemnon et l'archiduchesse à la touchante héroïne. La mesquinerie du caractère de Marie-Louise enlève à sa destinée une partie de l'intérêt qu'elle devrait inspirer. Metternich accompagna la jeune princesse à Paris. Il obtint des facilités pour le paiement de l'indemnité de guerre et l'annulation de la clause humiliante qui réduisait les forces de l'Autriche à cent cinquante mille hommes.

La situation financière était des plus graves. De 1793 à 1810 la dette publique était montée de 377 à 658 millions